



Une délégation des Start-ups chez le Président du Faso

Page 9

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du vendredi 2 juin 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°408

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 21.

Deutschtage 2017
Les lauréats récompensés à Kaya

Page 6



Comment utiliser les réseaux sociaux dans les ministères : 72h pour outiller les DCPM

Page 2



L'Allemagne et l'Union européenne annoncent 20 milliards de FCFA pour renforcer la sécurité au Nord du Burkina

Page 11



Compte rendu du Conseil des ministres du mercredi 31 mai 2017

Page 14



Comment utiliser les réseaux sociaux dans les ministères : 72h pour outiller les DCPM

Région du Centre

Les directeurs de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ont entamé ce mercredi 31 mai 2017 à Ouagadougou une session de formation sur le thème « Réseaux sociaux et communication gouvernementale : Opportunités et défis ». Cette initiative du ministère en charge de la communication vise à outiller les DCPM sur l'utilisation des réseaux sociaux, afin de mieux assurer la communication gouvernementale au Burkina Faso. La cérémonie d'ouverture de la formation a été présidée par la secrétaire générale du ministère en charge de la Communication, Hortense Zida.



Hortense Zida, secrétaire générale du ministère en charge de la Communication, présidente de la cérémonie.

Outiller les DCPM des différents ministères sur l'utilisation des réseaux sociaux, afin de mieux assurer la communication gouvernementale au Burkina Faso, tel est l'objectif visé par le ministère de la communication et des relations avec le parlement en organisant un tel atelier. Durant 72h ces Directeurs de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) apprendront à utiliser judicieusement les réseaux sociaux qui sont devenus aujourd'hui des outils incontournables de communication gouvernementale. Cette formation servira également de cadre de partage d'expériences



72h de formations pour outiller les DCPM.

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

entre directeurs de presse ministérielle et formateurs autour du thème : « Utilisation des réseaux sociaux et communication gouvernementale : enjeux et défis ». Selon la représentante du ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, par ailleurs secrétaire générale (SG) dudit département, Mme Hortense Zida, la communication gouvernementale est l'échange d'informations entre les institutions étatiques et le public.

« D'un côté, les gouvernants ont besoin de conférer à leurs décisions et à leurs conceptions politiques, la légitimité requise pour qu'elles soient acceptées et appliquées. De l'autre côté, les gouvernés

essaient de faire parvenir aux gouvernants leurs préoccupations, leurs aspirations dans les domaines politique, économique et social », a-t-elle indiqué à l'ouverture de cette session. Pour la secrétaire générale, les réseaux sociaux constituent de nos jours une plateforme d'animation de débat public à travers laquelle les populations peuvent avoir accès à l'information gouvernementale et en retour, apporter leurs contributions aux questions d'intérêt.

Avant de clore son propos, elle a lancé un appel aux DCPM afin que chaque direction de communication des ministères puisse disposer d'une page

Facebook ou Tweeter afin d'accompagner l'exercice du pouvoir par la transmission de l'information relative aux actions de développement.

Les participants, eux, disent saluer cette formation à sa juste valeur. Ils espèrent que d'ici la fin de la formation, ils pourront maîtriser tous les contours des réseaux sociaux afin de faire face à toutes les difficultés y relatives.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info



SALON DE LA COMMUNICATION
DES ARTS ET METIERS

Publicité - Médias - Événementiel - Imprimerie

Pour tous les professionnels et les passionnés de la Communication

NE RATEZ PAS CE RENDEZ-VOUS MAJEUR !

Contact : 75 04 80 42 / salondelacommunication@gmail.com

du 1^{er} au
03 Juin 2017
à Ouagadougou
SIAO

- CONFÉRENCES
- EXPOSITIONS
- RENCONTRES D'AFFAIRE
- EVENEMENTS SPÉCIAUX
- DINER GALA
- HOMMAGES & RÉCOMPENSES

Sciences-Campus Info



SOCIÉTÉ

20^e édition des Prix Galian : le comité d'organisation installé

Région du Centre

Le comité d'organisation de la XX^e édition des Prix Galian a été installé ce lundi 29 mai 2017 à Ouagadougou. Composé de 7 commissions, les membres du comité ont pour objectif de mener à bien cette XX^e nuit de récompense des journalistes dont l'apothéose est prévue pour le 9 juin prochain.

C'est La secrétaire générale du ministère de la Communication et des relations avec le Parlement, Hortense Zida qui a procédé à l'installation du comité national d'organisation (CNO) de la 20^e édition des Prix Galian, ce lundi 29 mai 2017.

Composé de 7 commissions de 7 membres chacune, le comité d'organisation devra



Lancée le 20 avril dernier, l'organisation du concours a été marquée par la mise en place, le 9 mai, de trois jurys, « Français », « Presse en ligne » et « Langues nationales ».



C'est La secrétaire générale du ministère de la Communication et des relations avec le Parlement, Hortense Zida qui a procédé à l'installation du comité national d'organisation (CNO).

s'activer à faire de cette nuit dédiée aux journalistes, une réussite parfaite. Lancée le 20 avril dernier, l'organisation du concours a été marquée par la mise en place, le 9 mai, de trois jurys, « Français », « Presse en ligne » et « Langues nationales ».

Selon la secrétaire générale, cette soirée, qui récompensera les meilleures œuvres en compétition, se veut exceptionnelle. Pour ce faire, Mme Zida a invité les membres du comité à apporter leur expertise et leur énergie pour le succès de l'évènement. Elle a

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4

exhorté les membres du comité d'organisation en ces termes « Vous avez donc été désignés pour être des membres du comité national chargé de l'organisation de ce grand événement parce que nous vous savons compétents, capables d'apporter votre expertise et votre énergie à son succès ». La Nuit des Galian est prévue pour le 9 juin prochain dans la salle des Banquets de Ouaga 2000 à partir de 21 heures.

En rappel, les innovations majeures apportés à cette édition des prix Galian sont entre autres la revalorisation de l'enveloppe qui passe de 500 000 à 1 million de FCFA et l'institution d'un super-Galian dont le lauréat recevra 3 millions de F CFA, assortie d'une parcelle de 375m2 dans la zone de Ouaga 2000. Le Concours a fait plus de 300 lauréats en vingt ans d'existence.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info



Pour ce faire, Mme Zida a invité les membres du comité à apporter leur expertise et leur énergie pour le succès de l'évènement.

Brèves

Mali: attaque à Tombouctou contre le camp de l'ONU et la base des soldats français de l'opération Barkhane

Au Mali, une nouvelle attaque à Tombouctou a visé le camp de l'ONU et la base des Français de l'opération Barkhane. Selon l'ONU, au moins 4 mortiers auraient été tirés par des assaillants encore non identifiés. Plusieurs soldats français auraient été blessés dans l'explosion.

Niger: Six soldats nigériens ont été tués mercredi soir au cours d'une «attaque terroriste» contre la ville d'Abala (source sécuritaire)

«Il y a six morts dans cette attaque terroriste, dont quatre gardes nationaux et deux gendarmes», a précisé cette source sécuritaire, arrivée jeudi matin sur le lieu de l'attaque. «Peu après 19h00 locales (18h00 TU), des hommes lourdement armés venus à bord de quatorze voitures tout terrain» ont attaqué la position militaire dans cette zone théâtre de nombreuses attaques jihadistes, a encore précisé cette source à l'AFP.

Source RFI

ÉDUCATION

Deuschttag 2017

Les lauréats récompensés à Kaya

Région du Centre-Nord



Pour leur accompagnement les partenaires ont reçu des attestations de reconnaissance de la part de l'ADFA. Ici, madame l'intérimaire de la Chancellerie remettant l'attestation de madame le gouverneur à son représentant, monsieur le préfet de Kaya.

L'Association Deutsch Für Alle (A.D.F.A) a organisé le mardi 16 mai 2017 dans l'enceinte du Lycée Moussa Kargougou, une journée dédiée à la langue allemande dénommée « Deuschttag 2017 ». cette journée placée sous la présidence de madame le gouverneur de la région du Centre-Nord, représenté par monsieur le préfet de Kaya et le co-parrainage de monsieur Adama Sawadogo, président du Conseil Régional et de madame Habibou Sawadogo, artiste musicienne a connu la présence de madame Carolin Chambers,

intérimaire de madame la chancellerie de l'Ambassade d'Allemagne au Burkina Faso, de nombreuses autorités locales ainsi que de nombreux professeurs et élèves venus de tous les horizons de la région.

La 6ème édition de la « Deuschttag 2017 » a été consacrée aux lauréats du concours d'allemand organisé dans les établissements scolaires de la région du Centre-Nord à l'intention des meilleurs élèves en allemand des classes de seconde et de première de la région du Centre-

Nord. Les épreuves du 22 avril 2017 sous l'égide de l'inspection d'Allemagne de la Direction région des Enseignement Post-Primaire et Secondaire du Centre-Nord ont permis d'identifier les meilleurs de l'édition de 2017. Ainsi l'élève SAWADOGO Adama de O. du lycée provincial Moussa Kargougou de Kaya et BIKIENGA P. Odessa du lycée provincial de Boulsa respectivement de la classe de 1ère A4 et de 2nd ont été sacrés meilleurs de la 6ème édition. De nombreux cadeaux en espèce ont été remis aux plus méritants.

Tour à tour, la 1ère adjointe au

La suite à la page 7

ÉDUCATION

La suite de la page 6

maire de Kaya, le proviseur du lycée d'accueil et le président du Conseil Régional du Centre-Nord, parrain ont salué l'initiative de cette association qui vient en appui aux apprentissages des élèves. Aux élèves, ils ont exhorté à plus d'assiduité aux cours d'allemand en vue d'une ouverture d'esprit sur d'autres communautés du monde.

Pour Madame Carolin Chambers, intérimaire de madame la chancelière de l'Ambassade d'Allemagne au Burkina Faso, les activités de l'ADFA sont un tremplin de brassage entre les peuples allemand et burkinabè toute chose qui pourrait ouvrir des perspectives meilleures. C'est pourquoi, la Chancellerie de l'Ambassade d'Allemagne au Burkina Faso soutien les activités de l'association.



BIKIENGA P. Odessa du lycée provincial de Boulsa, meilleure des classes de 2nd a reçu des prix en nature dont un vélo des mains du Président du Conseil Régional.



Il y a de plus en plus d'engouement autour de ce jeu concours.

ÉDUCATION

La suite de la page 7

La « Deutschtage » est organisée par l'ADFA et vise, selon Yassia Ouédraogo, président de ladite association, à susciter l'amour pour la langue allemande et faire des élèves des repères au sein de leurs camarades.

L'ADFA est un cadre de rencontres et d'échanges au profit des germanophiles ; elle vise à promouvoir les relations

interpersonnelles entre les Burkinabé et les Ressortissants des pays germanophones et travaille à accompagner les élèves dans leur processus d'apprentissage de la langue allemande. De ce fait, elle mène des activités socio-culturelles et sportives au profit des apprenants de la langue de Goethe. L'ADFA compte plus d'une dizaine de club allemand à

travers la région du centre-Nord.

A.I.OUEDRAOGO pour SC Info

Insertion : le palmarès 2017

Rang	Nom et prénom (s)	Etablissement
Niveau: 1^{ère} A4		
1 ^{er}	SAWADOGO Adama de O.	Lycée Provincial de Kaya
2 ^{ème}	OUEDRAOGO Somyalgré	Lycée Départemental de Boussouma
2 ^{ème} ex	BARRY Mariatou	Lycée Départemental de Mané
4 ^{ème}	SAWADOGO Rasmata	Lycée Départemental de Barsalogo
5 ^{ème}	SALLE Rasmané	Lycée Provincial de Boulsa
6 ^{ème}	BAMOGO Poko Florence	Lycée Départemental de Boussouma
Niveau: 2nd A4		
1 ^{ère}	BIKIENGA P. Odessa	Lycée Provincial de Boulsa
2 ^{ème}	YIOUGOU Haoua	Lycée Départemental de Mané
3 ^{ème}	GANGO Moumini	Lycée Départemental de Boussouma
3 ^{ème} ex	PASSERE D. Romuad	Lycée Provincial de Boulsa
5 ^{ème}	OUEDRAOGO Abdoul Sakira	Lycée Départemental de Tikaré
6 ^{ème}	OUEDRAOGO Oumarou	Lycée Départemental de Boussouma

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...

Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Une délégation des Start-ups chez le Président du Faso

Région du Centre



Une délégation des Start-ups a été reçue en audience dans la matinée du mardi 30 mai 2017 par le Président Roch Marc Christian KABORE.

Une délégation des Start-ups a été reçue en audience dans la matinée du mardi 30 mai 2017 par le Président Roch Marc Christian KABORE. Réunis à Ouagadougou pour un sommet panafricain de haut niveau sur les initiatives Start-Ups autour du thème « Start-up et opportunité à la création d'emplois pour les jeunes », la délégation est venue faire au chef de l'Etat, la synthèse de leurs travaux.

« Nous avons jugé bon de venir remercier le Président du Faso et lui faire le bilan de nos échanges. Des synthèses axées sur des résolutions, mais également des recommandations et des motions de remerciements », a confié Monsieur Armel OUEDRAOGO,



Monsieur Armel OUEDRAOGO, chef de la délégation.

chef de la délégation, les « Start-upers » d'Afrique Au terme de 72 heures de travaux, et de la diaspora ont formulé

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

plusieurs recommandations dont « la mise en place d'un incubateur multisectoriel qui sera basé au Burkina Faso afin de faire de ce pays, la capitale africaine des Start-ups ». Selon Monsieur

Armel OUEDRAOGO, « ce sont des politiques qui vont favoriser l'éclosion d'entrepreneurs, et au-delà, l'émergence d'un écosystème à même de lutter contre le chômage et la pauvreté

qui sévissent dans nos contrées ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Coopération avec la Banque africaine de développement : Mme Antoinette Batumubwira fait ses adieux au Burkina Faso

Région du Centre

La représentante résidente de la Banque africaine de développement au Burkina, Mme Antoinette Batumubwira a fait ses adieux aux autorités burkinabé, le lundi 29 mai 2017, à Ouagadougou. La cérémonie d'au revoir a été présidée par Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/Sori, ministre de l'Economie, des Finances et du Développement.

Mme Antoinette Batumubwira, représentante de la Banque africaine de développement (BAD), est en fin de mission au Burkina Faso. A l'occasion de son départ, une cérémonie d'au revoir a été organisée en son honneur le lundi 29 mai 2017 à Ouagadougou. Ce fut alors l'occasion pour le gouvernement burkinabé de lui exprimer sa vive reconnaissance.

Prenant la parole au nom des autorités burkinabé, le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, a salué la détermination dont elle a fait



La cérémonie d'au revoir a été présidée par Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/Sori, ministre de l'Economie, des Finances et du Développement.

preuve au cours de sa mission au Burkina Faso. Une mission qui s'est soldée par l'amélioration de la qualité de l'accompagnement stratégique et opérationnelle de la Banque africaine de développement au Burkina Faso.

« Je voudrais en ce moment, vous rendre hommage individuellement et collectivement pour la qualité

de votre collaboration et vous demander de traduire auprès de vos autorités respectives, nos sentiments de gratitude», a indiqué Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI. Après avoir relevé à l'assistance les qualités professionnelles et humaines de Mme Antoinette Batumubwira, Mme le ministre, a, au nom de S.

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

E. M Rock Mark Cristian KABORE, président du Faso, procédé à la distinction honorifique de celle-ci en l'élevant au rang de Chevalier de l'Ordre National.

Marquée par cet acte, Mme Antoinette Batumubwira a remercié le gouvernement burkinabé pour cette reconnaissance et s'est dit honoré pour l'attention portée à son égard. Elle a indiqué qu'après sa prise de fonction, il y'a de cela deux (02) ans, il a fallu

innover, voire réadapter le mode opératoire de la Banque africaine de développement pour permettre au Burkina Faso de poursuivre son développement économique et social. La représentante de la BAD a, par ailleurs, souligné que de nombreux défis restent à relever et que son institution ne ménagera aucun effort à soutenir et accompagner le Burkina Faso vers un développement durable.

La Banque africaine de

développement finance 16 projets nationaux et multinationaux au Burkina Faso et le portefeuille global de ces projets et programmes, jusqu'en fin août 2016, affichait un montant total de plus de 630 milliards de FCFA. La performance globale et le taux de décaissement de ce portefeuille sont jugés satisfaisants.

L'Allemagne et l'Union européenne annoncent 20 milliards de FCFA pour renforcer la sécurité au Nord du Burkina

Région du Centre

Le Premier Ministre Paul Kaba THIEBA a reçu en audience le 25 mai dernier, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Burkina Faso, Dr Dietrich Fritz Reinhold Polh. Le diplomate allemand a annoncé au cours de son entretien avec le chef du gouvernement un soutien technique et financier d'un montant de 20 milliards de FCFA pour lutter contre l'insécurité au Burkina Faso.

Sur la raison de sa visite, le diplomate allemand a soutenu qu'il est venu féliciter le Premier Ministre pour les progrès que le pays a engrangés dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES. « Ce sont des développements positifs et le pays doit être félicité pour cela » a mentionné Son Excellence



Le Premier Ministre Paul Kaba THIEBA a reçu en audience le 25 mai dernier, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Burkina Faso, Dr Dietrich Fritz Reinhold Polh.

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11



« Nous avons fait le bilan des grandes lignes des relations bilatérales après les visites à Ouagadougou et à Berlin, et le constat est que la coopération entre les deux pays est en marche » selon l'ambassadeur allemand.

Dr Dietrich Fritz Reinhold Polh.

Par ailleurs, il a aussi été question lors des échanges entre les deux personnalités, de relations bilatérales. « Nous avons fait le bilan des grandes lignes des relations bilatérales après les visites à Ouagadougou et à Berlin, et le constat est que la coopération entre les deux pays est en marche » selon l'ambassadeur allemand. Il a aussi annoncé qu'en juin prochain, une équipe d'experts allemands séjournera au Burkina Faso. Cette équipe va travailler avec les partenaires burkinabè à structurer

l'assistance allemande. Un accord sera signé à l'issu de ses travaux. L'assistance allemande va aussi concerner la question sécuritaire. Pour ce faire, le Secrétaire d'État de la défense de l'Allemagne séjournera au Burkina en juillet, afin de toucher du doigt les réalités du pays et les besoins en matière de sécurité.

Cette rencontre a été également une occasion pour Dr Dietrich Fritz Reinhold Polh d'informer le Premier Ministre sur les grandes lignes des actions conjointes entre l'Union européenne et la

République fédérale d'Allemagne qui compte mettre en place un programme pour renforcer la situation sécuritaire dans les zones frontalières du Burkina Faso surtout au Sahel. Ce programme bénéficiera d'un financement conjoint des fonds fiduciaires de l'Union européenne et de l'Allemagne d'un montant de 20 milliards de FCFA pour renforcer les infrastructures, l'économie et la sécurité dans ces zones.

DCI/PM



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Réunion annuelle des coordonnateurs des PNT : d'importants défis restent à relever

Région du Centre



Depuis avril 1993, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la tuberculose comme une urgence sanitaire mondiale.

Le programme national de lutte contre la tuberculose a tenu le lundi 29 mai 2017, à Ouagadougou, l'atelier des coordonnateurs des programmes nationaux contre la tuberculose du réseau régional d'Afrique de l'Ouest pour la lutte contre la tuberculose (WARN-TB).

Depuis avril 1993, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la tuberculose comme une urgence sanitaire mondiale. Dès lors, d'importants résultats ont été engrangés dans cette lutte. Cependant il ne faut pas perdre de vue que cette maladie



Malgré tout, des défis restent à relever selon le secrétaire exécutif du réseau, Pr Dissou Affolabi.

La suite à la page 14

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13

demeure un problème majeur de santé publique dans le monde, particulièrement dans la région africaine de l'avis du représentant du ministre de la santé Dr Narcisse Naré. Pour ce faire, poursuit-il, il faut des programmes nationaux de lutte contre la tuberculose (PNT) à même de prendre des décisions stratégiques éclairées grâce à la conduite de la recherche opérationnelle, au renforcement du système de surveillance de la tuberculose et en bénéficiant de l'expérience de programmes qui font face aux mêmes défis. Le 1er juillet 2015, naissait à Cotonou au Bénin, le réseau des coordonnateurs des

programmes nationaux de lutte contre la tuberculose de l'Afrique de l'Ouest dénommé WARN-TB. L'institutionnalisation du réseau, l'élaboration d'un plan à moyen et à long terme pour une efficacité des actions du réseau, la mise en place d'une stratégie renforcée de communication pour une meilleure visibilité et enfin la mobilisation de ressources additionnelles pour l'appui du secrétariat exécutif en personnel de soutien sont des performances qui ont été réalisées en un temps record. Malgré tout, des défis restent à relever selon le secrétaire exécutif du réseau, Pr Dissou Affolabi. Pour lui, en moins de deux ans d'existence,

force est de constater que ce bébé dont on craignait une mort néonatale précoce compte tenu des antécédents des initiatives similaires par le passé, « ce bébé est non seulement vivant et en bonne santé mais il a grandi et bien grandi ». Il reste persuadé qu'à l'issue de ces deux jours de travaux, chacun à son niveau ne ménagera aucun effort pour que ces différents défis soient relevés afin que le réseau en sorte renforcé.

DCPM/MS

Compte rendu du Conseil des ministres du mercredi 31 mai 2017

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 31 mai 2017, en séance ordinaire,

de 09 H 30 mn à 14 H 30 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

Le Conseil a approuvé un projet d'Accord de siège entre le Gouvernement du Burkina Faso et la représentation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Burkina Faso. Cet accord de siège permet de mieux fixer les conditions dans lesquelles la représentation de la FAO au Burkina Faso pourra mener de façon efficace ses activités.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

Le Conseil a adopté un décret portant régime juridique de l'entente entre collectivités territoriales au Burkina Faso. Le Code général des collectivités territoriales stipule en son article 122 que « les collectivités territoriales burkinabè peuvent instituer entre elles ou entre elles et des collectivités territoriales étrangères, des relations de coopération. Cette coopération peut se faire au moyen de l'entente ou du jumelage ». L'adoption de ce décret permet aux collectivités territoriales de disposer d'une base juridique pour la mise en œuvre effective des relations de coopération fondée sur l'entente.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Le Conseil a examiné un projet de loi et adopté trois (03) rapports. Le projet de loi porte modalités d'intervention des juridictions étatiques en matière d'arbitrage au Burkina Faso. Il vise à désigner les juridictions étatiques compétentes en matière d'arbitrage au Burkina Faso. Le Conseil a marqué son accord pour la transmission dudit projet de loi à l'Assemblée nationale. Le premier rapport est relatif à un décret portant transfert de charge d'huissier de justice. L'adoption de ce décret permet le transfert de la charge d'huissier de justice précédemment à Ouahigouya aux sièges des tribunaux de grande instance de Ouaga I et Ouaga II et couvrant leur ressort territorial.

Le deuxième rapport est relatif à deux décrets portant respectivement création de charges d'huissier de justice et nomination de titulaires de charges d'huissier de justice. L'adoption de ces décrets permet la création de dix-neuf (19) charges d'huissier de justice dont sept (07) au Tribunal de grande instance (TGI) de Ouagadougou, deux (02) au TGI de Bobo-Dioulasso, une (01) au TGI de Koudougou, deux (02) au TGI de Ouahigouya, une (01) au TGI de Fada N'Gourma, une (01) au TGI de Dédougou, une (01) au TGI de Kaya, une (01) au TGI de Gaoua, une (01) au TGI de Léo, une (01) au TGI de Kongoussi et une (01) au TGI de Tenkodogo. Le troisième rapport est relatif à une demande d'autorisation pour l'organisation des concours du personnel du corps des greffiers au titre de la session de 2017. Le Conseil a marqué son accord pour le recrutement de :
- dix (10) greffiers en chef, vingt (20) greffiers et cinq (05) secrétaires des greffes et parquets, au titre des concours professionnels ;
- dix (10) greffiers en chef, soixante (60) greffiers et trente (30) secrétaires des greffes et parquets au titre des concours directs.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté un rapport relatif au Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2018-2020. Le DPBEP est un outil de cadrage macroéconomique qui vise à projeter sur une période de trois (03) ans, les besoins de mobilisation de ressources ainsi que les dépenses à affecter aux ministères et institutions dans

le cadre de la mise en œuvre de leurs programmes budgétaires. L'adoption de ce rapport permet d'exécuter la programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2018-2020. Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle à l'Assemblée nationale.

I.5. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Le Conseil a adopté deux (02) rapports. Le premier rapport est relatif à la Charte de la qualité du service public au Burkina Faso. La Charte de la qualité du service public précise les principes et les règles de conduite des services publics et de leurs agents, de sorte à favoriser le renforcement des valeurs éthiques et l'image du service public ainsi que le professionnalisme de ses agents. L'adoption de ce rapport permet la diffusion et la mise en œuvre effective de la Charte pour une appropriation des bonnes pratiques au sein de l'Administration. Le second rapport est relatif à un décret portant conditions et modalités d'organisation des examens professionnels de reclassement des préposés des douanes dans le corps des assistants des douanes. L'adoption de ce décret permet de se conformer à la loi n°104-2015/CNT du 23 décembre 2015 portant statut du personnel du cadre paramilitaire des douanes.

I.6. AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15

Le Conseil a adopté un rapport relatif au Plan sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF), 2017-2030. Ce document prévoit d'accroître l'offre et la qualité de l'éducation au niveau de l'enseignement supérieur et de la formation, en adéquation avec les besoins de transformation de l'économie. Le PSEF prône une éducation de qualité pour tous en lien avec le Plan national de développement économique et social (PNDES). L'adoption du présent document permettra le démarrage de cet important plan et la mobilisation de ressources additionnelles pour l'ensemble du secteur éducatif, en particulier l'enseignement technique et la formation professionnelle. Le Conseil a instruit les ministres concernés de prendre les dispositions idoines pour une opérationnalisation du plan.

I.7. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la remise officielle des Conventions de cofinancement des investissements 2017 de la troisième Phase du deuxième programme national de gestion des terroirs (PNGT 2-3) aux 302 communes rurales et aux 13 conseils régionaux. Pour l'année 2017, les investissements prévus pour être réalisés par les collectivités ont un coût global de quatorze milliards cent quarante-cinq millions vingt-deux mille six cent trente (14 145 022 630) FCFA, soit onze milliards neuf cent soixante-seize millions cinquante-deux mille neuf cent vingt (11 976 052 920) FCFA

pour les communes rurales et deux milliards cent soixante-huit millions neuf cent soixante-neuf mille sept cent dix (2 168 969 710) FCFA pour les conseils régionaux. Ce Programme contribuera à l'atteinte des objectifs du Programme national du secteur rural (PNSR) et du Plan national de développement économique et social (PNDES). Le Conseil a instruit les ministres concernés de prendre les dispositions nécessaires pour l'organisation réussie de la remise officielle de ces Conventions aux 302 communes rurales et aux 13 conseils régionaux.

I.8. AU TITRE DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DES POSTES

Le Conseil a adopté un rapport relatif au projet Backbone national en fibre optique. Le Conseil des ministres en sa séance du 19 juillet 2013, a autorisé la signature d'un contrat entre l'Etat burkinabè et la société de droit singapourien HUAWEI INTERNATIONAL PTE LIMITED pour la réalisation de 5 443 Km de réseau dorsal de télécommunications (BACKBONE) en fibre optique pour un montant de deux cent quarante un millions cinq cent quatre-vingt-quinze mille huit cent soixante dix-huit (241 595 878) dollars US. Trois (03) ans après la conclusion de ce contrat, le Conseil a décidé de mettre en œuvre la première phase du backbone, d'une longueur de 2001 km de fibre optique de réseau. Le coût de cette première phase est estimé à quatre-vingt-onze millions (91 000 000) de dollars US. Le Conseil a instruit les ministres concernés de prendre les

dispositions idoines pour une bonne exécution dudit projet.

I.9. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE ET DE LA FAMILLE

Le Conseil a adopté deux (02) rapports. Le premier est relatif à un décret portant adoption de la Stratégie nationale de promotion et de protection de la jeune fille au Burkina Faso 2017-2026 (SNPPJF) et de son Plan d'actions opérationnel 2017-2019. La SNPPJF vise à orienter et à canaliser toutes les interventions du domaine de la promotion et de la protection de la jeune fille au Burkina Faso. L'adoption de ce décret et de son Plan d'actions permet à notre pays de disposer d'un référentiel en matière de promotion et de protection de la jeune fille. Le second rapport est relatif au Plan d'actions opérationnel (PAO) 2017-2019 de la Politique nationale genre (PNG). D'un coût global de six milliards neuf cent neuf millions deux cent mille (6 909 200 000) FCFA, le nouveau Plan d'actions opérationnel (PAO) 2017-2019 vise à relever les défis d'égalité et d'équité genre, en phase avec les orientations du Plan national de développement économique et social (PNDES). L'adoption de ce rapport permet la mise en œuvre effective du Plan d'actions opérationnel 2017-2019 de la Politique nationale genre (PNG).

II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. Le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation a fait au Conseil une communication relative à la

La suite à la page 17

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

tenue des élections municipales partielles du 28 mai 2017. Le Conseil salue la tenue de ce scrutin et félicite tous les acteurs à savoir la CENI, les partis politiques, les forces de défense et de sécurité et les populations pour l'organisation réussie et le caractère apaisé de ces élections.

II.2. Le ministre des Infrastructures a fait au Conseil une communication relative au lancement des mesures sociales du Gouvernement en faveur des jeunes et des femmes au titre de l'année 2017. Ces activités qui visent à améliorer les conditions de vie des populations seront réalisées en partenariat avec le ministère en charge de l'Administration territoriale et celui de la Jeunesse. Il s'agit :

- du recrutement de 11 350 jeunes et femmes dans 49 communes urbaines du Burkina Faso ;
- de la bancarisation qui consiste à ouvrir un compte pour chaque femme ou jeune recruté ;
- de la vaccination des 11 350 jeunes et femmes contre la typhoïde, le tétanos et la méningite.

Il est également prévu au profit des bénéficiaires, la formation aux métiers, l'alphabétisation, l'accès à l'assurance accident et à l'épargne volontaire.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ

- Monsieur Bienvenu Claude Valéry BADO, Mle 130 317 X, Magistrat, 1er grade, 1er échelon, est nommé Conseiller technique ;
- Monsieur Pierre Claver KONATE, Mle 227 565 E,

Commissaire de police, est nommé Chargé de missions.

B. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

- Monsieur Silas NACANABO, Mle 212 088 D, Administrateur civil, 1ère classe, 1er échelon est nommé Secrétaire général de la province du Yagha, Région du Sahel.

C. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

- Monsieur Corneille TRAORE, Mle 25 546 PA, Médecin de santé publique, 1ère classe, 13ème échelon, est nommé Chargé de missions ;
- Monsieur Lansandé BANGAGNE, Officier des forces armées, Pharmacien gestionnaire, est nommé Conseiller technique ;
- Monsieur Charles SAWADOGO, Mle 55 886 A, Pharmacien biologiste, catégorie P, 8ème échelon, est nommé Directeur des laboratoires ;
- Monsieur Pascal NADEMBEGA, Mle 49 206 T, Pharmacien, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles.

D. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES

- Monsieur Yacouba SAWADOGO, Mle 118 351 C, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur du Centre de promotion rurale de Bapla ;
- Monsieur Issa OUEDRAOGO, Mle 104 771 Z, Ingénieur d'agriculture,

1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur du Centre de promotion rurale de Bissiri ;

- Monsieur Dimtinrba OUEDRAOGO, Mle 025 407 J, Conseiller en Formation des jeunes agriculteurs (FJA), 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Directeur du Centre de promotion rurale (CPR) de Diomga ;
- Monsieur Urbain TRAORE, Mle 118 352 J, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur du Centre de promotion rurale de Dionkélé ;
- Monsieur Florent OUEDRAOGO, Mle 25 141 A, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Directeur du Centre de promotion rurale de Goundi ;
- Monsieur Minyèmba SOUOBOU, Mle 96 797 F, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur du Centre de promotion rurale de Kodougou ;
- Monsieur Zoubabio TAMINI, Mle 91 327 A, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur du Centre de promotion rurale PK60 de la région de l'Est ;
- Monsieur Touourisouon Théophile HIEN, Mle 245 349 V, Ingénieur de conception en vulgarisation agricole, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques des Balé ;
- Monsieur Yacouba OUEDRAOGO, Mle 0019 240 H, Conseiller en Formation des jeunes agriculteurs, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Bam ;
- Monsieur Pambagna KOURA,

La suite à la page 18

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 17

Mle 96 821 M, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques des Banwa ;

- Madame Kadidia DORO/DAO, Mle 245 345 W, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 2ème échelon, est nommée Directrice provinciale de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Bazèga ;
- Monsieur Daouda BAMBBA, Mle 216 978 D, Ingénieur agronome, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de la Bougouriba ;
- Monsieur Malick DRABO, Mle 245 340 W, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Boulgou ;
- Monsieur Salmon ZONGO, Mle 33 773 W, Ingénieur de conception en vulgarisation agricole, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Boukiemdé ;
- Monsieur Mathias BADO, Mle 91 344 E, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de la Comoé ;
- Monsieur Boukaré NAKOULMA, Mle 19 216 L, Conseiller en formation des jeunes agriculteurs, 1ère classe, 11ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Ganzourgou ;
- Monsieur Sidiki OUEDRAOGO, Mle 91 314 X, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de la Gnagna ;
- Monsieur Issa KOUADIMA, Mle 96 836 B, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Gourma ;
- Monsieur Marius SANON, Mle 25 722 M, Ingénieur Agronome, 1ère classe, 11ème échelon est nommé Directeur Provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Houet ;
- Monsieur Tiériffar Placide HIEN, Mle 19 243 K, Conseiller d'Agriculture, 1ère classe, 7ème échelon est nommé Directeur Provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Ioba ;
- Madame Sompinnoma Gisèle NONGANA/YAMEOGO, Mle 245 265 J, Conseiller en études et en analyses : option Géographie, 1ère classe, 2ème échelon, est nommée Directrice provinciale de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Kadiogo ;
- Madame Haoua YARO, Mle 118 345 J, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommée Directrice provinciale de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Kéné Dougou ;
- Monsieur Patrice Léonard ZONG-NABA, Mle 25 155 D, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de la Komondjari ;
- Monsieur Yahaya KABORE, Mle 91 337 L, Ingénieur agronome, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de la Kompienga ;
- Monsieur Bazani DEMBELE, Mle 91 397 B, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de la Kossi ;
- Monsieur Sakoulba FAYAMA, Mle 263 277 J, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Koulpélogo ;
- Monsieur Mamadou DAO, Mle 264 375 H, Ingénieur agronome, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Kouritenga ;
- Monsieur Baowendsom Edouard ILBOUDO, Mle 91 395 T, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Kourwéogo ;
- Monsieur Bakoïba DIANE, Mle 31 899 A, Ingénieur agronome, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de la Léraba ;
- Monsieur Benjamin SOUBEIGA, Mle 96 831 Y, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Lorum ;
- Monsieur Jean-Marie BAZYOMON, Mle 36 099 A, Ingénieur agronome, 1ère classe, 14ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Mouhoun ;
- Monsieur Gaoussou NADIE, Mle 207 949 A, Ingénieur agronome, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Nahouri ;
- Monsieur Souleymane OUEDRAOGO, Mle 91 317 P, Conseiller d'agriculture, 1ère

La suite à la page 19

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Namentenga ;
 - Monsieur Dakonné KI, Mle 19 237 F, Conseiller d'agriculture, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Nayala ;
 - Monsieur Kouwanu Eric Pascal ADANABOU, Mle 266 669 V, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Noubiel ;
 - Monsieur Ousmane KABORE, Mle 031 906 Y, Ingénieur de conception en vulgarisation agricole, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de l'Oubritenga ;
 - Monsieur Souro SANOU, Mle 96 829 D, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de l'Oudalan ;
 - Monsieur Raymond ZEMBA, Mle 104 744 A, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Passoré ;
 - Monsieur Bekouanan NABIE, Mle 245 334 B, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Poni ;
 - Monsieur Emmanuel KOMBENA, Mle 254 858 N, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Sanguié ;
 - Monsieur Kayaba Sidiki OUEDRAOGO, Mle 91 349 M, Ingénieur d'agriculture, 1ère

classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Sanmatenga ;
 - Monsieur Alexis Constatin TOE, Mle 91 363 M, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Séno ;
 - Monsieur Yamba KIENTEGA, Mle 33 909 J, Ingénieur de vulgarisation agricole, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de la Sissili ;
 - Monsieur Ibréma OUEDRAOGO, Mle 25 156 P, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Soum ;
 - Monsieur Do DAO, Mle 26 834 H, Ingénieur agronome, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Sourou ;
 - Monsieur Seydou ZAREI, Mle 96 813 W, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques de la Tapoa ;
 - Monsieur Gassi LOUGUE, Mle 104 750 V, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Tuy ;
 - Monsieur Yacouba NANGO, Mle 31 892 R, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Yagha ;
 - Monsieur Sommaïla BADINI, Mle 25 620 P, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 7ème échelon, est

nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Yatenga ;
 - Monsieur Abdoul Salam OUEDRAOGO, Mle 19 232 L, Conseiller en Formation des jeunes agriculteurs, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Ziro ;
 - Monsieur Kiswendsida Nicodème ZOUNGRANA, Mle 96 845 B, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Zondoma ;
 - Monsieur Sana Pascal OUEDRAOGO, Mle 17 414 L, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 13ème échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Zoundwéogo.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Conseil a procédé à des nominations et à des renouvellements de mandat au titre de membres de Conseil d'administration des Etablissements publics et des Sociétés d'Etat. La liste de ces nominations sera publiée dans le Journal Officiel du Faso.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,

**Rémis Fulgance DANDJINOU
Officier de l'ordre national**

ANNONCE

Sciences-Campus
Centre d'Examen Européen

ed English Discoveries

Une solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne

Coût : 40 000 FCFA

Durée de la licence : 1 an





www.sciences-campus.org

Efficace, Flexible et Interactive, English Discoveries vous offre

- ✓ Un apprentissage interactif
- ✓ Une interface de suivi des apprenants
- ✓ Des supports pédagogiques
- ✓ Des évaluations et des certificats

Ouagadougou
Au Centre d'Examen Européen
Ouaga 2000 Face à la Station Total Ambassade
Tel: +22672 07 20 20 / 66200026
Email : contact@ebs-edu.fr

Bobo-Dioulasso
A l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies
ISC-Bobo au Centre Ville sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'Immeuble Sanga Madi
Tel: +22672 07 09 09 / 72 07 04 04
Email : isc@iscmail.org

JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: Administrator-
Logistician Manager
– Somaliland

Description

PRESENTATION OF THE ORGANISATION

Outraged by the injustice faced by people with disabilities and vulnerable populations, we aspire to a world of solidarity and inclusion, enriched by our differences, where everyone can live in dignity.

Handicap International is an independent and impartial aid and development organisation working in situations of poverty and exclusion, conflict and disaster. We work alongside disabled and vulnerable people to help meet their essential needs, improve their living conditions and promote respect for their dignity and fundamental rights.

For further information about the association: <http://www.handicap-international.org>

Present in more than 55 countries, Handicap International is composed of 2 operational directions:

- **The Direction of Humanitarian Action (DAH)**
- **The Direction of Development Action (DAD)**

Handicap International started in Somaliland in 1992 by setting up a rehabilitation centre in Hargeisa. HI's strategy in Somaliland is to advocate for the rights of persons with disabilities (PWDs)

and to engage development actors to promote inclusion and participation of PWDs at local and national level. From 2010-2014, HI implemented a Human Rights project entitled "Enhanced participation of Somalis with disability for human rights and democracy in Somaliland and Puntland". This project strengthened the capacity of 15 Disable People Organizations (DPOs) at grassroots level to empower people with disability to actively promote and advocate for their rights for protection and inclusion. A major outcome of this intervention was the development of a Disability Policy for Somaliland and Puntland.

Currently, HI has a small team based in Somaliland: An Acting Field Coordinator, who is also the Inclusive Elections Project Manager, and a Field Administrator. These two positions are supported by office support staff (guards, driver). HI has a field office in Hargeisa and the operation is able to reach all 6 regions of Somaliland. The field office is supervised by the regional office, based in Nairobi, overseen by the regional senior management team including the Operational Coordinator, the Finance and Logistics Coordinator, Human Resources Manager and the Regional Program Director. These staff member conduct regular visits to the field office.

INFORMATION ON THE MISSION CONTEXT

In Northern Somalia (Somaliland and Puntland), the severe drought is affecting more than 240,000 people and more than 5 million people are living in areas currently experiencing drought. The Government of Somaliland declared drought on August 10, 2015 and failure of rainfall in two consecutive (Gu) seasons have resulted in acute shortage of water for farming, livestock and human consumption. These conditions have triggered a massive shortage of food, fodder, rapidly drying pasture and water. Consequently, malnutrition has increased among infants, children, elderly persons, persons with disabilities, women- especially pregnant and lactating mothers.

Several humanitarian organizations coordinated by the Somaliland National Drought Committee (NDC) are currently scaling up their emergency response. The response focuses on basic needs – primarily around food security and WASH. However, based on Handicap International experience, the basic needs response does not include vulnerable persons/groups, not only of persons with disabilities but of those individuals, particularly children, who experience severe acute malnutrition which can result in development delays, as well as those that develop psycho-social trauma as a result of the emergency and related trauma. HI recently approached donors with a proposition of project in Somaliland consisting in a)

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

conducting a comprehensive needs assessment on the impacts of the drought on vulnerable persons/ groups and b) intervening in specific emergency response components based on HI's expertise (e.g. stimulation and physical therapy for children with severe acute malnutrition, psychosocial support etc). Other project proposals are currently in process in response to the crisis in Somaliland.

MAIN RESPONSIBILITIES

- Support the operational team in the opening of the new emergency project ;
- Ensure that the team is fully settled in order to be able to start the activities ;
- Negotiate and liaise with local and administrative authorities as well as with local suppliers;
- Maintain and develop the administrative, finance, HR and logistic organisation and operating framework ;
- Ensure the respect of HI and donor Administrative, Financial, HR and Logistics guidelines ;
- Team management
- Report to the Emergency Coordinator and HQ

P R O F I L E

- At least 2 years' experience in administration preferably and admin position within international organisations
- Experience in opening a base is mandatory
- Proven experience in project writing and reporting - budget drafting
- English mandatory (oral and written)
- Strong interpersonal and intercultural skills
- Ability to work under high pressure and without constant supervision
- Good organisational skills, co-ordination and the transfer of knowledge
- Excellent communication skills and a commitment to team work
- Ability to work in a tense context with strict security measures.

S A L A R Y

- Salary from 2,200€(gross/month regarding the experience of the candidate)
- Perdiem : 550€ (net)

Hardship allowance: 250€ (net)

- Insurances : medical health coverage, retirement planning, repatriation
- Paid holiday : 25 days per year
- R&R : to be determined
- Status : position open only to individual posting
- Housing : collective taken in charge by Handicap International
- Length of the contract : 1 month renewable

Starting date : 12/06/2017

Ville H a r g e i s a

Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e ,
Economie, Finance,
A d m i n i s t r a t i o n ,
Logistique, Mécanique

Pays Afrique, Somalie

Contrat C D D

Documents à envoyer

Resume and cover letter

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2104&idpartenaire=130

Date de fin de validité 09/06/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Services de soutien Manager - Nord-Est

Description

Outrés par l'injustice que rencontrent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et d'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide indépendante et impartiale et le développement travaillant dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

Pour plus d'informations sur l'association: <http://www.handicap-international.us>

Présent dans plus de 55 pays, est composé Handicap International de 2 directions opérationnelles:

- La Direction de l' action humanitaire (DAH)
- La Direction de l' action de développement (DAD)

CONTEXTE

MISSION

La crise syrienne est la plus grande crise humanitaire des 20 dernières années. Selon les derniers chiffres de l'ONU, environ 13,5 millions de personnes sont actuellement touchées par la crise en Syrie, dont environ 6,5 millions de personnes déplacées, tandis que plus de 4 millions de Syriens ont cherché refuge dans les pays voisins ou en Europe. La réponse humanitaire actuelle ne fournit qu'une couverture partielle et parcellaire des besoins humanitaires croissants. Cinq ans après le début de la crise, le nombre de personnes blessées en Syrie ne cesse d'augmenter, avec un grave manque de soins de santé et de soutien psychosocial et le soutien psychosocial. Dans les zones difficiles à atteindre et / ou des zones de nouveaux déplacements, les populations locales et les personnes déplacées ont besoin d'une aide d'urgence en termes de nourriture, ménage articles essentiels, et d'autres besoins fondamentaux. L'inclusion des personnes les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées, dans la réponse humanitaire reste une préoccupation majeure.

HI gère un vaste programme humanitaire de quatre centres différents (Sud, Centre, Nord et Nord-Est), ainsi que quatre piliers principaux:

1. Appui aux partenaires de la santé (hôpitaux, maisons de soins, les centres de soutien psychosocial, des ONG locales)

pour la fourniture de services de soutien psychosocial complets (soutien psychosocial, soutien psychosocial et / ou orthoprothésistes) grâce à la formation, supervisions techniques et dons d'appareils et accessoires et / ou de l'équipement

2. Intervention d'urgence aux besoins fondamentaux des populations vulnérables touchées par la crise soudaine, grâce à des distributions d'un coup de paniers alimentaires, articles essentiels du ménage et des kits d'hygiène, et par la gestion d'un mécanisme de coordination humanitaire adapté pour les interventions d'urgence

3. L'éducation aux risques et aux effets causés par les armes classiques (y compris les mines, les restes explosifs de guerre et armes de petit calibre d'armes légères) et le marquage des zones dangereuses d'urgence

4. Formation et assistance technique à d'autres acteurs humanitaires sur l'inclusion des personnes handicapées et d'autres personnes vulnérables dans la réponse humanitaire (avec un accent particulier sur les moyens de subsistance et la santé inclus inclus)

MISSION

DESCRIPTION

HI a ouvert une base pour la première fois dans le Nord-Est en Décembre 2016. Les premières activités dans la

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

région sont maintenant lancés. En attendant, avec le début d'une offensive majeure dans une zone voisine, HI anticipe des besoins humanitaires croissants et prévoit d'ouvrir une deuxième base sur le terrain.

Dans ce contexte, et sous la responsabilité du coordonnateur sur le terrain, le soutien Gestionnaire des services sera en charge de:

- Mettre en place le service de soutien (logistique, ressources humaines, finances) de la base en coordination avec le gestionnaire d'administration du Nord-Est

- Recruter et former la logistique et l'équipe administrative qui deviendra responsable de la logistique, les finances et la gestion des ressources humaines

S P E C I F I C I T E S

Niveau moyen d'insécurité dans les zones d'intervention.

Le faible niveau d'insécurité dans le Kurdistan irakien.

P R O F I L

- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans des contextes humanitaires / d'urgence ou dans de longues situations de crise conflits / chroniques

- Au moins 2 ans d'expérience dans la logistique pour des projets humanitaires

- L'expérience et la compréhension de la gestion d'administration dans des bases de terrain (finances et ressources humaines);

- Expérience dans la mise en place d'une nouvelle base sur le terrain

- Expérience en Syrie, en Irak et / ou dans d'autres pays du Moyen - Orient est un atout

- compétences en gestion d'équipe

- haut niveau d'autonomie et d'initiative

- compétences de coordination et de représentation internes et externes solides

- Solides compétences organisationnelles

- Excellentes aptitudes interpersonnelles et interculturelles

- Capacité à travailler sous haute pression

- Niveau élevé de motivation et proactivité

- Maîtrise de l'anglais oral et écrit est obligatoire

- l'arabe et / ou des compétences kurdes sont un atout

- Solides compétences en informatique (utilisation de MS Word, Excel, Outlook et autres logiciels pertinents). L'expérience des bases de données est un atout

UN

SALAIRE

• **Date de début: 07/01/2017**

• **Durée du contrat: 6 mois renouvelable**

• **Salaire de 2350 € (brut) / mois en ce qui concerne l'expérience du candidat**

• **Perdiem: 550 € (net)**

• **allocation de 500 €: Hardship (net)**

• **Assurances: couverture médicale foyer, planification de la retraite, le rapatriement**

• **congés payés: 25 jours par an + R & R: 5 jours toutes les 6 semaines**

• **Statut: Position non accompagné**

• **logement: logement collectif entièrement couvert par Handicap international**

Fonctions A u t r e , Organisation, Administration

Activités A u t r e , Economie, Finance, Administration

Pays Moyen Orient

Contrat C D D

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Postuler en ligne https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voirphp?id=2112&idpartenaire=130

Date de fin de validité 09/06/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Logisticien**
ouverture Kasai – RDC

Description

PRESENTATION DE L'ONG

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

- La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)
- La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE DE LA MISSION

Handicap International (HI)

intervient en RD Congo depuis 1995. La Direction du Développement est présente sur Kinshasa et au Kasai central, alors que la Direction Humanitaire est présente au Nord-Kivu et à Kisangani.

Le programme DAD, appuyé par la DAH, a mené une évaluation rapide des besoins dans le Kasai du 22 février au 2 mars. Cette évaluation, en cohérence avec celles menées par d'autres acteurs, identifie des besoins en AME/Abris, nutrition, santé, sécurité alimentaire, protection, et accès à l'eau. Des contacts ont été initiés avec des bailleurs potentiels (fonds humanitaire, ECHO, DFID, OFDA). Une CN a été déposée et nous devrions avoir un retour rapide sur la potentialité d'une réponse en urgence dans la zone.

JUSTIFICATION DU SUPPORT

Support aux équipes HI déjà présentes dans le pays pour renforcer une base existante à Kanaga et dimensionner une base à Tshikapa, en accord avec la réponse d'urgence et assurer le lancement des projets. Les équipes sur place (DAD et DAH) n'ont pas les effectifs nécessaires pour assurer un tel lancement sur une zone de cette ampleur, où l'accès est difficile.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Sous la responsabilité du Coordinateur Ouverture il/elle sera responsable, sur

le territoire du Kasai, de :

- L'installation technique de la base avec le support de la coordination et de l'équipe déjà présente dans le pays/zone ;
- L'évaluation du contexte logistique (marchés, accès, infrastructure)
- De la planification, du suivi et de la coordination des activités logistiques liés aux travaux d'installation (achats, stockage, transport, parcs IT, Télécoms, véhicules...)
- Du recrutement et de la formation de l'équipe nationale nécessaire à la base ;
- Respect des procédures logistiques de la Fédération Handicap International/ Direction de l'Action Humanitaire, participation à la mise en place de procédures adaptées, reporting
- Mise en œuvre des moyens nécessaires au suivi et à l'application des règles de sécurité élaborées sur la zone
- Participation à l'élaboration et au lancement des projets (faisabilité, études de marché, plan d'approvisionnement, planification opérationnelle des mouvements, des distributions...).

RESULTATS ATTENDUS

- Les bases sont dimensionnées et équipées afin de répondre aux besoins des projets d'urgence dans la zone
- Une équipe logistique est dimensionnée et constituée afin

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

derépondreauxbesoinsexprimés

– Les procédures et outils essentiels sont déployés pour une stabilisation rapide de la gestion logistique

– L'information logistique est capitalisée et communiquée aux équipes terrain et siège

PROFIL RECHERCHE

Critères indispensables :

– **Au minimum 2 années d'expérience en tant que logisticien base ;**

– Expérience des missions d'urgence en ONG et des ouvertures indispensable (mission ou base)

– Expérience dans un contexte similaire

– Expérience en management d'équipe internationale et nationale ;

– Capacité à travailler sous pression et dans un contexte d'insécurité permanent

– Capacité à fournir une grande charge de travail sous constante pression ;

Critères souhaitables :

– Diplôme en logistique ;

– Excellente réactivité et flexibilité en toutes circonstances ;

– Sens du relationnel, grande capacité de communication et de négociation.

– Rigueur dans l'application des procédures et niveau de contrôle poussé et constant

– Toute connaissance/compétence additionnelles dans les domaines liés à la logistique (informatique, électricité, mécanique, construction, télécommunication, sécurité...)

S A L A I R E

– **Salaire à partir de 2200€ (brut) selon expérience transposable**

– **Perdiem : 534 € (net)**

– **Indemnité « hardship » : à définir**

– **Assurances: maladie, prévoyance, retraite, rapatriement**

– **Congés payés : 25 jours par an**

– **R&R : à définir**

– **Statut : poste ouvert au statut famille/couple sous conditions**

– **Logement : Pris en charge par HI; collectif**

– **Durée de la mission : 2 mois**

Date de début : 12/06/2017

Ville K a n a n g a

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e , Logistique, Mécanique

Pays Afrique, RD Congo

Contrat C D D

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2067&idpartenaire=130

Date de fin de validité 09/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Sécurité et coordonnateur de la sécurité - YEMEN

Description

PRESENTATION DE L'ORGANISATION

Outrés par l'injustice que rencontrent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et

d'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide indépendante et impartiale et

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

le développement travaillant dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

Présent dans plus de 55 pays, Handicap International se compose de 2 directions opérationnelles: La Direction de l'action humanitaire (DAH); et la Direction de l'action pour le développement (DAD)

LE CONTEXTE

18,8 millions de personnes sont considérées comme ayant besoin d'aide humanitaire au Yémen à l'heure actuelle. Parmi ceux-ci, 17,7 millions sont confrontés à l'insécurité alimentaire, ce qui représente plus de 60% de la population yéménite. Comme la plupart du pays dépend fortement des importations alimentaires, la crise de la sécurité alimentaire actuelle au Yémen est directement causée par l'impact du conflit sur les activités et les moyens de subsistance économiques.

En raison de l'environnement économique dégradé, environ 50% de la population est estimée avoir perdu leur principale source de subsistance; le manque de revenu est estimée à la barrière principale pour

accéder à la plupart des produits de base et de répondre aux besoins des ménages, y compris la nourriture de base.

Après plus de 2 ans de conflit, la population a épuisé les stratégies d'adaptation, en particulier pour les 2 millions de personnes déplacées et 1 million de rapatriés dans le pays. Sur les pourparlers de paix entre les parties en conflit depuis Avril 2016 ont jusqu'à présent échoué à faire des progrès significatifs dans la recherche d'une solution politique au conflit. offensives militaires et la rhétorique des conflits continuent d'augmenter.

Le contexte de sécurité, combinée à des obstacles bureaucratiques et un financement limité rend l'accès aux populations touchées plus difficile pour les acteurs humanitaires, ce qui laisse des lacunes importantes en termes de couverture géographique et sectorielle de la réponse;

La réponse humanitaire se concentre sur les activités de sauvetage et donc de mettre l'accent sur la sécurité alimentaire, WASH et les secteurs de la santé et les interventions dans les « gouvernorats de première ligne ».

Handicap International (HI) a été intervenir au Yémen et en dehors des 12 dernières années, avec ses actions d'abord porté sur les questions de développement, notamment

par le soutien au développement des services de réadaptation physique et fonctionnelle pour les personnes handicapées (PWDS) comme ainsi que par le renforcement des capacités des réseaux nationaux du Yémen organisations de personnes handicapées (OPH).

M I S S I O N

Depuis 2015, les interventions HI ont été adaptées au contexte actuel de conflit au Yémen. Avec le soutien de DFATD, ECHO et l'UNICEF, HI a été soutenir deux hôpitaux et un centre de réadaptation physique et fonctionnelle à Sana'a Ville, le renforcement des capacités de leur personnel clé dans les soins de réadaptation et les premiers soins psychologiques (y compris en particulier pour les enfants), la fourniture d'équipements de réadaptation, et en fournissant directement des soins de réadaptation physique et fonctionnelle aux personnes touchées par la guerre (y compris par le don d'appareils et accessoires fonctionnels).

En parallèle, HI a mis en place un projet d'inclusion et l'intégration de la protection, financé par DFATD et le ministère norvégien des Affaires étrangères, afin d'accroître les connaissances et les capacités du personnel des ONG locales et internationales, ainsi que d'autres acteurs humanitaires dans l'inclusion de la plupart des personnes vulnérables dans leur réponse humanitaire, afin d'aider à accroître leur

La suite à la page 28

JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

accès aux services essentiels.

En 2017, HI vise à étendre ses interventions aux populations et aux établissements de santé en dehors de la ville de Sana'a; grâce à la mise en œuvre directe et grâce à des partenariats. Les évaluations pour la réadaptation et le soutien psychosocial, ainsi que pour les besoins de base (sécurité alimentaire, abris) ont été menées dans les premiers mois de 2017 et sont en cours.

Le rôle proposé vise à aider à assurer la sécurité et la sécurité du personnel de la mission HI à tout moment et pour soutenir la faisabilité et la réalisation des activités prévues en assurant une bonne analyse des risques, des cadres de sécurité et des outils et des protocoles sont en place et en même temps superviser leur mise en œuvre correcte et efficace. L'objectif secondaire est de renforcer les capacités de sécurité et de gestion de la sécurité dans l'équipe de la mission à tous les niveaux.

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

Le coordonnateur de la sécurité et de la sécurité sera sous la responsabilité et la gestion de la ligne du chef de mission avec l'appui technique du conseiller de sécurité au niveau de l'administration centrale. Ils travailleront également en étroite collaboration avec le coordonnateur de terrain et responsable de la sécurité nationale à Sanaa.

Dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre d'une sécurité globale et de la stratégie de sécurité au Yémen, il / elle sera en charge de:

1. Mener la sécurité de routine et formalisé et suivi de la sécurité
2. Dans le cadre du Hom, la coordination de la sécurité générale et la gestion de la sécurité de la mission (personnel et des opérations)
3. Assurer la conformité au modèle HI de gestion globale des risques
4. Coordination et mise en œuvre de la sécurité et le renforcement des capacités de sécurité et des séances d'information

5. **rappports**
6. **Mise en réseau et représentation**

SPECIFICITES

Le poste est basé à Sanaa - Yémen, mais au cours de la première partie de la mission, l'expatrié sera basé dans le bureau à distance HI à Amman, jusqu'à sa / son visa pour le Yémen est approuvé, le bureau à Amman est utilisé comme back-up bureau pour les expatriés HI pour le suivi de la mission, jusqu'à ce qu'ils puissent visiter le Yémen / entre les visites (selon le type de visa Yémen sécurisé).

Ville l e t t r e s

Expériences / Formation du candidat

PROFIL REQUIS

- Diplôme universitaire de niveau avancé; ou la combinaison équivalente d'études et de l'expérience dans un domaine connexe.

- planification de la sécurité considérable et solide et une expérience de travail de mise en œuvre acquise dans le cadre des opérations de secours sur le terrain dans les zones dangereuses.

- Expérience de travail avec OING de préférence dans une direction similaire ou supérieur / rôle opérationnel

- Expérience significative de travailler dans les zones touchées par le conflit et des risques associés à la sécurité personnelle et organisationnelle

- expérience dans le développement et la mise en œuvre des cadres de sécurité et de gestion de la sécurité et protocoles

- expérience de la réalisation d'évaluations humanitaires / similaires et de fournir des commentaires et des rapports analytiques

- expérience de travail avec des équipes de personnes avec plus ou moins l'expérience et la compréhension de la planification et de gestion de la sécurité

- une expérience préalable de travail au Yémen / la région un atout

- Bonnes aptitudes de rapports oraux et écrits en anglais

La suite à la page 29

JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

- obligatoire anglais (oral et écrit)
- l'arabe serait un atout
- compétences de renforcement des capacités excellentes et sa capacité à fournir une formation de sécurité (de base intermédiaire) au personnel et aux collègues
- **Bonnes aptitudes de réseautage**
- **Capacité à travailler efficacement avec des équipes multidisciplinaires et multiculturelles**
- excellence éprouvée en matière de communication et de liaison
- fort interpersonnelles et compétences interculturelles
- Une bonne communication et la capacité de représentation
- très organisé
- Une personne positive, axée sur les solutions
- capacité à travailler sous

pression et en réponse aux besoins changeants

Fonctions **A u t r e ,**
Coordination, Gestion de projet

Activités **A u t r e**

Pays **Moyen Orient, Yémen**

Contrat **C D D**

Durée du contrat

6 à 12 mois (renouvelable)

Date de début: 07/12/2017

Salaire / Indemnité

- Salaire de 2700 € (brut / mois) en ce qui concerne l'expérience du candidat

- Perdiem (net / mois): 550 € pour le Yémen; 674 € pour la Jordanie

- Indemnité de difficulté (net / mois): 500 € pour le Yémen

- Assurances: couverture médicale de la santé, la planification de la retraite, le rapatriement

- congés payés: 25 jours par an

- R & R: 5 jours toutes les 6 semaines pour le Yémen (en Grèce)

- 1 jour par mois pour la Jordanie

- Statut: Célibataire à Sanaa; couple, possible à Amman

- Logement: collectif ou individuel (en cas de détachement de couple)

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2042&idpartenaire=130

Date de fin de validité **09/06/2017**



Avis de recrutement

Poste: **Directeur de l'information et du plaidoyer (H/F)**

Description

SOS Faim est une ONG belge qui lutte contre la faim et la pauvreté en milieu rural en Afrique et en Amérique latine. Elle

soutient l'agriculture familiale en donnant aux organisations paysannes les moyens de mener des actions concrètes et efficaces pour améliorer les revenus des agriculteurs et défendre leurs intérêts. Au nord, elle sensibilise et mobilise les citoyens pour influencer les politiques qui ont un impact

sur les conditions de vie des populations rurales au sud.

Pour un poste basé à Bruxelles, nous recherchons un (h/f) :

Directeur de l'information

La suite à la page 30

JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

et du plaidoyer

M i s s i o n

Le directeur de l'information et du plaidoyer (h/f), en collaboration avec le secrétaire général, définit la stratégie d'information, de mobilisation et de plaidoyer de l'association ainsi que les objectifs à atteindre. Il veille au respect des orientations et des valeurs de l'association dans le déploiement de cette stratégie. Il assume la responsabilité des différentes activités définies et supervise leur mise en œuvre et leur évaluation en impliquant les membres de son équipe. Il participe, au sein du Comité de Direction, à la gestion de l'association.

T â c h e s

Développer avec son équipe la stratégie de communication sur le contenu des thématiques de l'association ;

Traduire avec son équipe les objectifs stratégiques en activités d'information et de sensibilisation à la citoyenneté mondiale ;

Encadrer et soutenir une équipe de 6 personnes ;

Coordonner les actions d'information et de plaidoyer ;

Définir, en concertation avec des partenaires au Sud et des collègues d'autres services, et mener des actions de lobbying auprès des autorités politiques et

des responsables économiques ;

Représenter l'association dans des réseaux thématiques ou du secteur ;

Participer et animer des débats ;

Assurer la recherche de financement pour la réalisation des actions, en coordonner les justifications, gérer les budgets.

Entrée en fonction : le plus rapidement possible afin d'assurer une transition optimale avec la personne, en fin de carrière, assurant actuellement cette fonction.

Ville B r u x e l l e s

Expériences / Formation du candidat

Vous êtes titulaire d'un niveau Master ou équivalent sciences politiques, sociologie, droit, économie ou information ;

Vous disposez d'une expérience professionnelle de minimum 10 ans dans une fonction à responsabilités dans un environnement de type non-marchand, association, coopération,...

Langues parlées

Vous êtes multilingue (fr/nl/en/es) ;

Qualité du candidat

Vous avez une capacité à traduire des objectifs en activités et actions concrètes et à organiser les moyens pour y arriver ;

Vous êtes doté d'un grand sens de la communication orale et écrite ;

Vous êtes à l'aise dans les relations publiques ;

Vous avez le sens de l'organisation, de la coordination et de la planification ;

Vous portez un intérêt marqué aux problématiques de développement et vous en comprenez les enjeux ;

Fonctions

Encadrement, Direction

Activités A u t r e

Pays Europe, Belgique

Contrat C D I

Salaire / Indemnité

Une rémunération en lien avec votre expérience et le secteur ;

Des chèques-repas ;

Une assurance soin de santé complémentaire ;

Le remboursement des frais de déplacement.

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Nom de la personne contact

**Olivier Hauglustaine
Secrétaire général**

**Email de la personne contact
candidatures@sosfaim.org**

Date de fin de validité 10/06/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: ESCI: Appui au développement des activités de l'association AMACACH, au Togo

Description

Proposition : Dans le cadre de son partenariat avec l'association togolaise AMACACH, Orphelins Sida International (OSI) propose la mise a disposition d'un(e) ESCI pour un an, celui-ci/celle-ci viendra en appui au développement de la structure locale.

Contexte: AMACACH (Association des Militaires, Anciens Combattants, Amis et Corps Habillés), est une association de soutien aux personnes vivant avec le VIH (PVVIH) créée en 2005 et située à Lomé, capitale du Togo. Elle s'adresse en premier lieu aux militaires et à leurs familles, mais est ouverte également aux civils.

Ses principaux objectifs sont de:

Prendre en charge dans la globalité les PVVIH

Favoriser l'intégration sociale des PVVIH et des orphelins

Lutter contre la stigmatisation les discriminations des PVVIH

Promouvoir le dépistage volontaire.

L'association a un programme important d'appui aux OEV (Orphelins et enfants vulnérables) et aux femmes qui comprend les activités suivantes:

Renforcement des activités socioéconomiques des femmes

Prise en charge psychosociale des PVVIH

Prise en charge médicale

Prise en charge et promotion de l'éducation des OEV.

Orphelins Sida International (OSI) est une association française qui existe depuis 2000 et qui s'est donnée comme objectif le soutien des enfants devenus orphelins des suites du VIH/Sida.

Depuis plus de 15 ans, OSI a mis en place des partenariats avec des associations locales afin de les soutenir dans leurs actions auprès des enfants, ce soutien prend les formes essentielles de:

Parrainage d'enfants, de jeunes chefs de ménages orphelins et d'aïeuls ayant recueilli leurs petits enfants suite au décès de leurs parents.

Formation de jeunes orphelins (métiers du Web, tourisme solidaire, petite enfance)

D'appuis ponctuels par le biais de missions courtes assurées par des volontaires dans divers domaines

La mission de Service Civique l'ESCI viendra en appui de l'association locale, dans des actions de développement et de communication telles que:

La rédaction de projets ou de documents institutionnels

L'animation du Site Web, réseaux sociaux...

La mise en place éventuelle d'une Newsletter

La proposition de recherches de financements (réponses appels d'offres, mécénats, crowdfunding...)

La participation à la promotion de l'ONG

Selon ses appétences, il/elle pourra participer aux actions de préventions et de santé mises en place par l'ONG, participer au soutien scolaire des enfants et des jeunes et toutes autres actions qu'il/elle souhaitera proposer en accord avec l'ONG locale.

Ville L o m é

Expériences / Formation du candidat

Le/la candidat/e aura de bonnes compétences rédactionnelles, une connaissance des outils bureautiques, de la navigation Web.

Des notions plus poussées en informatique, notamment en gestion de sites Web, ou des notions en comptabilité, une aisance en anglais ou encore une connaissance de la vie associative pourront être un plus dans le déroulement de la mission.

Une première expérience dans un pays du sud (même en Stage) est souhaitée.

Langues parlées

La suite à la page 32

JOBS CAMPUS

La suite de la page 31

f r a n ç a i s

Qualité du candidat

Âgé(e) de 18 à 25 ans, le/la candidat(e) sera autonome et en capacité d'assumer une expatriation longue qui s'accompagne parfois de moments de solitude.

Cette mission requiert une grande ouverture d'esprit qui permettra au candidat de s'adapter à une culture différente, d'accepter les contraintes que cela implique.

En outre, seront appréciés

chez le/la candidat/e un esprit curieux, une envie de s'investir auprès du partenaire.

Fonctions A u t r e , C o m m u n i c a t i o n

Activités A p p u i institutionnel, Décentralisation, Autre, Informatique, C o m m u n i c a t i o n

Pays Afrique, Togo

Contrat V o l o n t a r i a t / service civique

Durée du contrat

1 an

Salaire / Indemnité

Indemnités de Service Civique versées par l'état

Nom de la personne contact

Velletri Patricia

coordinatrice de programmes

Email de la personne contact contact@orphelins-sida.org

Date de fin de validité 30/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Nigeria - des organismes publics et privés et les organisations de la société civile.
Programme de sécurité alimentaire Responsable

Description

COOPI Cooperazione Internazionale, est une organisation humanitaire, non confessionnelle et indépendante fondée en 1965 à Milan, en Italie. Depuis plus de 50 ans, nous avons consacré à briser le cycle de la pauvreté et aux populations de soutien affectées par les guerres, les crises socio-économiques ou les catastrophes naturelles dans leur chemin de la reprise et le développement durable, en utilisant le professionnalisme des opérateurs locaux et internationaux et grâce à nos partenariats avec

Contexte et historique

Depuis la déclaration de l'état d'urgence dans les Etats fédéraux nigériens de Borno, Yobe, et de l'Adamaoua, l'escalade de l'insurrection de Boko Haram a conduit à des crises de déplacement multiples, avec les communautés fuyant leur région d'origine pour se réfugier dans des camps ou des communautés d'accueil. En 2014, il y a eu une augmentation substantielle de la violence liée à Boko Haram et les opérations de contre-insurrection, créant par conséquent les besoins

humanitaires aigus et en grande partie non satisfaits, comme les déplacés internes sont coupés de leurs maisons et leurs moyens de subsistance, des services de base, la parenté et les liens sociaux. En Septembre 2014, COOPI a commencé à fonctionner dans le nord du Nigeria en réponse à la crise humanitaire provoquée par l'insurrection, a établi son fonctionnement dans l'Etat de Bauchi et élargi par la suite à l'Etat de Yobe compte tenu de la présence accrue des personnes déplacées dans les LGA de Fika, Damaturu, Potiskum, Geidam et Yunusari. Récemment, COOPI a lancé une intervention de la sécurité alimentaire et la nutrition dans Kaga LGA (Etat de Borno) et établit une présence à

La suite à la page 33

JOBS CAMPUS

La suite de la page 32

Maiduguri pour lancer un projet d'éducation et de protection. COOPI fonctionne actuellement dans 5 LGA dans l'État de Yobe, pour atteindre environ 25 000 personnes parmi les personnes déplacées et les communautés d'accueil avec une intervention multisectorielle portant sur la nutrition, la sécurité alimentaire et la protection des enfants. COOPI a récemment mis au point un système de réponse en espèces et bon au Nigeria pour faire face à la nourriture des communautés d'insécurité tout en intégrant cette approche avec un volet nutrition - sensibilisation communautaire, système de référence, campagne IYCF et des services thérapeutiques appropriés destinés aux enfants souffrant de malnutrition et les femmes enceintes et qui allaitent.

Compte tenu du déploiement à grande urgence à grande échelle dans le Nigeria oriental au nord, COOPI prévoit d'intensifier ses opérations actuelles dans l'état de Yobe et atteindre les zones nouvellement accessibles, en plus des zones d'accueil des rapatriés nigériens du Niger, avec ses services multisectoriels, y compris la sécurité alimentaire, l'argent transférer la programmation, la nutrition et la protection.

Titre du poste:
Programme de sécurité alimentaire Responsable

Lieu : Etat de Yobe et Abuja

Type de contrat: Contrat

à durée déterminée

Durée: 12 mois renouvelable

Date de début: dès que possible

BUT

Il / elle est responsable de l'exécution du projet, en termes techniques, économiques / financières et en matière de gestion des ressources sur le terrain, conformément à la COOPI et les procédures du donneur. Il / elle assure la réalisation des résultats escomptés dans la gestion du budget.

R E S P O N S A B I L I T E S :

Planification et gestion des activités : en collaboration avec le personnel du projet, il / elle planifie et surveille la activités'progress, conformément au contrat signé avec le donneur et COOPI et les procédures du donneur.

Gestion administrative et financière : en collaboration avec l'Administrateur de projet / Coordonnateur administratif , il / elle envisage toutes les dépenses à faire. Il / elle surveille régulièrement toutes les dépenses effectuées. Il / elle supervise la comptabilité et la trésorerie du projet de gestion de compte en toute sécurité / banque et où il n'y avait pas de personnel dédié, il / elle gère directement la comptabilité et la trésorerie du projet des comptes en toute sécurité / banque, faisant usage des instruments mis

à disposition par l'organisation (Merlino). En collaboration avec l'Administrateur du projet et en coordination avec le coordonnateur administratif , il / elle prépare le plan des achats. Il / elle assure l'organisation et les procédures des donateurs respectent lors de l'achat des biens et services.

Rapports : en coordination avec le chef de la Mission ad avec le coordonnateur administratif, il / elle assure la préparation, dans le respect des délais, de tous les rapports financiers et narratifs - provisoires et définitifs - attendus par le projet. Il / elle est responsable de la préparation de toutes les modifications de communication et de contrats formels demandes (ex. Modification du budget) des projets qu'il gère.

Gestion du personnel : En coordination avec le chef de mission et dans le respect il / elle choisit avec les règles / lois et la réglementation du COOPI du pays dans le pays, le personnel local à employer dans les projets, et gère le personnel expatrié de tout autre projet. En utilisant des outils de l'organisation qu'il / elle évalue le personnel local employé pour des projets et il / elle participe à l'évaluation de sa / son propre projet, à la demande de son / son supérieur hiérarchique direct. Il / elle coordonne et supervise le travail effectué par l'ensemble du personnel du projet, conformément aux procédures de sécurité de l'organisation. Il / elle est

La suite à la page 34

JOBS CAMPUS

La suite de la page 34

responsable de la formation initiale et continue du personnel local sous son / sa responsabilité.

Gestion des marchandises : il / elle est responsable de la gestion correcte de tous les biens achetés pour le projet, à la fois directement et achetés par d'autres bureaux/Bureaux8 sur le terrain. Pour toutes les marchandises achetées par le projet, il / elle met à jour l'inventaire, en collaboration avec le coordonnateur administratif.

Relations institutionnelles : En ce qui concerne le projet de son / sa compétence, il / elle communique avec les dirigeants des bailleurs de fonds, les autorités locales compétentes dans les aspects liés au projet, les partenaires et les bénéficiaires du projet, conformément aux directives de l'organisation.

L'écriture de nouvelles de projets : à la demande de son / son supérieur hiérarchique direct, et de coopérer avec le personnel du projet, il / elle élabore, rédige et prépare tous les documents nécessaires pour présenter de nouveaux projets, conformément aux processus et procédures de l'organisation.

Diplôme d'études supérieures dans la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance ou dans un domaine connexe ou un travail équivalent.

Expérience minimum de 3 ans dans le domaine humanitaire en tant que chef de projet ou d'un programme ou dans un poste similaire. Expérience confirmée dans le domaine la distribution alimentaire ou connexes.

Expérience de travail dans un environnement non sécurisé responsable de la planification de la sécurité, le suivi et la gestion.

compétences en résolution de problèmes analytiques et pratiques solides;

capacités de surveillance fortes et la capacité démontrée du travail d'équipe et de coordination avec les acteurs concernés;

Très bonnes compétences interpersonnelles et de communication d'écriture;

Capacité d'organiser le travail de façon efficace et fournir des missions en temps opportun souvent des contraintes de temps;

Maîtrise de l'anglais écrit et parlé;

Connaissances en informatique, avec une grande maîtrise de l'utilisation des applications de logiciels de bureautique standard (par exemple Microsoft Word, Excel et PowerPoint);

Permis de conduire valide.

Comment appliquer : S'il vous plaît envoyer votre CV et lettre de motivation avec 3 références.

Ville Etat de Yobe et Abuja

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement

Pays Afrique, Nigeria

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://www.coopi.org/lavoro/food-security-program-manager/>

Date de fin de validité 04/06/2017

P R O F I L :

*Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...*

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

27/05/2017 AU 03/06/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95
Afiya	25 48 83 47	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Bethania	25 31 31 41	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Choukouroula	25 40 93 76	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Circulaire Sède	25 38 44 91	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Diawara	25 30 61 68	Maignon	25 31 01 20	Vidal	25 31 52 88
Espoir	25 31 54 12	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Gare	25 31 62 06	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Hippodrome	25 34 02 32	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hôpital	25 30 66 41	Ouédraogo	25 37 16 52		
Jean Paul II	25 41 81	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
5413		Principale	25 37 54 15		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO